



Monsieur le Président,

La nouvelle méthode d'allocation des emplois, présentée lors du CSAR du 09/10 et à l'occasion de ce CSAL est une bombe, sous couvert de modernisation.

En refusant de fournir aux Organisations Syndicales Nationales le rapport de l'IGF 2023 à l'origine de cette réforme, la Direction Générale a clairement ôté toute crédibilité à une réforme qui aurait pu avoir un sens.

Cette nouvelle procédure de comptabilisation, qui supprime, au 01/01/2026, l'actuel TAGERFIP au bénéfice d'une comptabilisation des Équivalents Temps Plein (ETP), aurait pu avoir le bénéfice de travailler avec l'existant.

Malheureusement, en accompagnant cette réforme d'une redistribution des emplois, la logique est directement biaisée.

Nos organisations dénoncent :

- La suppression artificielle des vacances d'emploi
Avec la nouvelle méthode, on ne dit plus combien d'emplois seront nécessaires pour réaliser correctement la mission, mais combien sont disponibles pour la remplir.
Toute volonté de remplir correctement ce service, de même que toute volonté d'avoir les effectifs nécessaires sont abandonnées.
- Le pouvoir laissé aux Directions pour « résorber les situations de surnombre »
Cela constitue encore et toujours de l'insécurité situationnelle pour les collègues, qui ne sont pas responsables de la dotation d'une DDFIP.
- L'incertitude sur les temps partiels pour convenance personnelle
En effet, que ce soit pour l'attribution ou pour le retour à temps plein, les craintes sont nombreuses.
- La rupture d'égalité entre agents des directions en sur ou en sous-effectif
Les délais de séjour pourront être levés, les délais pour participer au mouvement pourront être étendus.

Nos organisations nationales ont boycotté unanimement la première convocation sur ce sujet, en local, nous nous inscrivons dans cette logique.

Le 2/12 étant une journée d'appel national à la grève, nous vous demandons une autre date pour une re-convocation.

Vous le savez, le boycott est un outil que nous utilisons dans le Jura avec parcimonie, il est clair que nous l'utilisons au cas présent pour marquer nos inquiétudes, pour ce qui s'avère selon nous être le plus grand risque pour les collègues, et pour le service public, depuis le NRP.

Nul doute qu'avec cette réforme, les agents ne seront que plus désabusés à cause d'une direction générale qui sape toute sérénité, dans un mouvement auto-destructeur perpétuel.